

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°1255/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE

Affaire :

Monsieur DIARRA MOUSSA

C/

Monsieur ABOU SOW

**DECISION
CONTRADICTOIRE**

Déclare irrecevables la demande principale en expulsion pour congé initiée par monsieur DIARRA Moussa représenté par monsieur KONE Mory, pour défaut de tentative de règlement amiable ainsi que la demande reconventionnelle en remboursement des impenses ;

Condamne monsieur DIARRA Moussa aux dépens de l'instance.

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 05 JUIN 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du cinq juin deux mille dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse DJINPHIE, Président;

Madame ABOUT N'GUESSAN OLGA épouse ZAH, Messieurs SAKO KARAMOKO FODE, N'GUESSAN K. EUGENE ET DOUKA CHRISTOPHE AUGUSTE, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **TANO KOBENAN AIME-SERGE**, Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

Monsieur DIARRA MOUSSA, né le 29 novembre 1934 à Adjamé, fils de DIARRA Mambi et de KOUASSI Kra, Ivoirien, fonctionnaire à la retraite, domicilié à N'guessankro (Bouaké), Ayant-droit de feu KOUASSI Kra, représenté par Monsieur KONE Mory, né le 27 novembre 1966 à Abidjan, fils de KONE Salif et de DIARRA Mariam, de nationalité Ivoirienne, domicilié à Adjamé, lequel fait élection de domicile en sa propre demeure ;

Demandeur;

D'une part ;

Et ;

Monsieur ABOU SOW, né le 1^{er} janvier 1982 à Yekimale, fils de MOUDO Sow et de CIRA Sow, Sénégalais, Commerçant, domicilié à Adjamé chez le requérant ;

Défendeur ;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du mercredi 10 avril 2019, la cause a été appelée et renvoyée au 17 avril 2019 pour le demandeur ;

A la date du 17 avril 2019 le dossier a été de nouveau renvoyé au 24 avril 2019 pour le demandeur ;



Le 24 avril 2019, le dossier a été mis en délibéré pour décision être rendue le 05 juin 2019 ;

Advenue ladite date, le tribunal a rendu son jugement dont la teneur suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit du 26 Mars 2019, monsieur DIARRA Moussa, représenté par monsieur KONE Mory, a fait servir assignation à monsieur ABOU Sow, d'avoir à comparaître, le 10 Mars 2019, par-devant la juridiction de céans, à l'effet de voir :

- Ordonner l'expulsion de ce dernier des lieux loués, pour congé ;
- Assortir le présent jugement de l'exécution provisoire ;

Au soutien de son action, monsieur DIARRA Moussa expose qu'il a donné à bail à monsieur ABOU Sow, un local à usage commercial moyennant paiement par ce dernier d'un loyer mensuel à hauteur de 30.000 F CFA ;

Il soutient, qu'en vue de reprendre possession des lieux loués, il lui a fait servir, par exploit du 27 Août 2018, un congé d'avoir à libérer lesdits lieux dans un délai maximum de 6 mois, arrivé à expiration le 27 Février 2019 ;

Selon lui, en dépit du fait que ce délai ait pris fin, le défendeur continue de se maintenir dans les locaux loués, sans droit ni titre ;

C'est pourquoi, il prie la juridiction de céans d'en ordonner son expulsion, sous le bénéfice de l'exécution provisoire ;

En réplique, monsieur ABOU Sow soulève l'irrecevabilité de l'action, au motif qu'elle n'a été précédée d'aucune tentative de règlement amiable préalable ;

En outre, il fait noter que monsieur DIARRA Moussa est décédé, de sorte que pour le représenter, monsieur KONE Mory eut du justifier d'un acte d'hérédité ;

Affirmant que ce dernier n'a pas prouvé sa qualité d'ayants droits ou d'ayants cause de feu DIARRA Moussa, il prie la juridiction de céans de déclarer son action irrecevable ;

Ensuite, il fait noter que ce congé participe d'un moyen dilatoire, d'autant que le demandeur n'indique pas à quelle fin il veut reprendre la possession de l'immeuble, et ne justifie encore moins de sa qualité de commerçant ;

Par la suite, il sollicite reconventionnellement, la condamnation du demandeur à lui payer la somme de 840.000 F CFA, correspondant aux travaux d'aménagement par lui réalisés dans les lieux loués ;

SUR CE

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Monsieur ABOU Sow a fait valoir ses moyens de défense ;

Il convient donc de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes des dispositions de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé.*
- *en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige étant indéterminé, il y a lieu de statuer en premier ressort ;

- ***Sur la fin de non-recevoir tirée du défaut de tentative de règlement amiable préalable***

Monsieur ABOU Sow prie la juridiction de céans, de déclarer

irrecevable la demande de monsieur ABOU Sow, pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

L'article 5 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce dispose : « *La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation* » ;

L'article 41 in fine de la même loi ajoute : « *Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable* » ;

Ces dispositions impliquent qu'avant la saisine des juridictions de commerce, les parties doivent entreprendre de régler à l'amiable leur litige, soit entre elles-mêmes, soit avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une tentative de conciliation ou de médiation ;

En l'espèce, il ne ressort nullement des pièces du dossier, que préalablement à la présente action, les parties ont tenté d'une quelconque manière de régler leur litige à l'amiable conformément aux articles 5 et 41 susvisés ;

Ce préalable étant obligatoire et prescrit à peine d'irrecevabilité de l'action, il y a lieu constatant son défaut d'accomplissement, de déclarer irrecevable la présente action ;

Sur la recevabilité de la demande reconventionnelle

La demande reconventionnelle en remboursement des impenses étant liée à la demande en expulsion des lieux loués, il y a lieu de la déclarer également irrecevable ;

Sur les dépens

Monsieur DIARRA Moussa succombant à l'instance, il y a lieu de le condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare irrecevables la demande principale en expulsion pour congé initiée par monsieur DIARRA Moussa représenté par monsieur KONE Mory, pour défaut de tentative de règlement amiable ainsi que la demande reconventionnelle en remboursement des impenses ;

Condamne monsieur DIARRA Moussa aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois, et an
que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



N^o Q^u : 00 282824

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

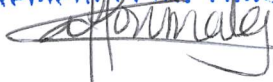
Le 17.001.2019

REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 56

N° 1158 Bord 440 J. 35

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



EX-100-100-100-100

EX-100-100-100-100

JANUARY 1960

EX-100-100-100-100

EX-100-100-100-100

EX-100-100-100-100

EX-100-100-100-100

EX-100-100-100-100